

Déclaration des élus des comités d'entreprises et des organisations syndicales (HFA, DHP, Groupe Psychologies, Lagardère Publicité).

Réunis en comités d'entreprises extraordinaires ce jeudi 17 octobre, les élus du personnel ont pris connaissance du plan de « réorganisation » présenté par Denis Olivennes.

10 titres devraient être mis en vente : Le Journal de la Maison, Mon Jardin & ma Maison, Campagne Décoration, Be, Psychologies, Maisons & Travaux, Auto Moto, Union, dont 2 qui seraient mis sous licence : Première et Pariscope.

Le plan de licenciements qui en découlerait toucherait plus de 210 salariés des services transverses, 354 journalistes dont 214 pigistes réguliers sur HFA.

Les élus et les organisations syndicales condamnent et refusent ce plan qui n'a aucune justification économique sérieuse, et qui s'inscrit, sous prétexte de « réorganisation », de « modernisation » et de « tout numérique », dans une stratégie plus globale pour faire baisser le « coût du travail », les « frais de structure », et remettre en cause les droits attachés aux métiers de la presse.

Pas plus que pour les titres vendus, ce plan ne garantit l'avenir des salariés qui resteraient au sein du groupe Lagardère dans des conditions de travail largement dégradées, pour le papier comme pour le numérique.

Toutes les rédactions et services seraient impactés par des suppressions de postes et de nouvelles mesures d'économies.

Employés, journalistes, cadres, pigistes... au total, près de 570 emplois sont menacés.

A ce jour, aucun investissement sérieux n'est prévu, aucune stratégie de développement n'est clairement établie, ce qui met en péril l'ensemble de la presse magazine Lagardère.

Dans ces conditions, aux cessions et aux plans de licenciements succéderont de nouveaux plans d'économies, de nouvelles cessions, de nouveaux licenciements.

Les élus et les organisations syndicales ont nommé leur expert-comptable et vont saisir l'inspection du travail et les ministres de tutelle.

Ce plan n'est pas acceptable, et nous exigeons son retrait.

Dans l'immédiat, nous appelons tous les salariés, de toutes les entreprises concernées, de tous les services et rédactions, du papier comme du numérique, à la grève reconductible à partir de lundi 21 octobre pour interdire la publication de tous nos magazines la semaine prochaine.

**NON AU PROJET PRÉSENTÉ PAR DENIS OLIVENNES !
NON AUX VENTES ET FERMETURES DE TITRES !
NON AUX LICENCIEMENTS !**